JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2016/02/15/2016022054/justel>

Dossier numéro : 2016-02-15/05

Titre

15 FEVRIER 2016. - Arrêté royal déterminant les conditions auxquelles les organisations professionnelles de kinésithérapeutes doivent répondre pour être considérées comme représentatives ainsi que les modalités de l'élection des représentants des kinésithérapeutes au sein de certains organes de gestion de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

Source : INTERIEUR

Publication : Moniteur belge du 19-02-2016 page : 12320

Entrée en vigueur : 19-02-2016

Table des matières

Art. 1-10

Texte

Article [1er](#). § 1er. Afin d'être reconnues représentatives ainsi que prévu aux articles 211, § 2, et 212 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, les organisations professionnelles de kinésithérapeutes doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° avoir statutairement pour but principal la défense des intérêts professionnels de tous les kinésithérapeutes;
2° s'adresser statutairement aux kinésithérapeutes d'au moins deux régions visées à l'article 3 de la Constitution belge;

3° percevoir statutairement auprès des kinésithérapeutes affiliés des cotisations annuelles s'élevant au minimum au montant accordé aux fonctionnaires de l'autorité fédérale en vertu de la loi du 1er septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public sans préjudice des dispositions qui s'appliquent aux kinésithérapeutes qui sont répertoriés depuis moins de cinq ans par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ci-après dénommé " INAMI ";

4° démontrer qu'au moins pour les deux années civiles précédant celle au cours de laquelle la date de la liste électorale est dressée, il est satisfait aux dispositions précitées;

5° compter pour l'année civile précédant celle de la date prévue au 4° au moins 1.000 membres kinésithérapeutes affiliés individuellement, répertoriés par l'INAMI, qui sont en ordre quant au paiement de la cotisation fixée au 3° .

§ 2. Un groupement d'organisations professionnelles de kinésithérapeutes - ci-après dénommé " groupement " - qui concluent une convention mutuelle en vue d'une représentation commune au sein des organes de l'INAMI peut être reconnu représentatif si les conditions suivantes sont remplies :

A. 1° l'organisation professionnelle qui compte le plus de membres, satisfait aux conditions mentionnées au § 1er, 1°, 2°, 3° et 4°, et la ou les autres organisations professionnelles satisfont à la condition mentionnée au § 1er, 3°, et démontrent qu'elles défendent au moins pour l'année civile précédant celle de la date prévue au paragraphe 1er, 4°, les intérêts professionnels de tous les kinésithérapeutes;

2° la convention mutuelle mentionne la répartition des mandats obtenus lors des élections.

B. le groupement compte pour l'année civile précédant celle de la date prévue au paragraphe 1er, 4°, au moins 1.000 membres kinésithérapeutes affiliés individuellement, répertoriés par l'INAMI, qui sont en ordre quant au paiement de la cotisation fixée au § 1er, 3° .

§ 3. Pour l'application du § 1er, 5°, et du § 2, B, ne peut être prise en considération par organisation professionnelle et/ou par groupement qu'une seule affiliation par kinésithérapeute.

§ 4. Les organisations professionnelles ou les groupements qui souhaitent être reconnus comme étant